

# La hausse des prix alimentaires : causes, conséquences et solutions

**Pourquoi les prix alimentaires sont-ils aussi élevés ?**

**De quels facteurs les prix des produits agricoles dépendront-ils demain ?**

**Quelles sont les tendances futures probables ?**

**Quels facteurs pourraient modifier ces prévisions ?**

**Quels sont les effets du niveau élevé des prix alimentaires ?**

**Que peuvent faire les gouvernements ?**

**Pour plus d'informations**

**Références**

**Où nous contacter ?**

## Introduction

Les prix mondiaux du blé, des céréales secondaires (en particulier du maïs), du riz et des oléagineux ont pratiquement doublé entre 2005 et 2007, et ont continué à augmenter au cours des premiers mois de 2008. Les prix de ces produits, ainsi que ceux de la viande, du sucre et des produits laitiers, pourraient diminuer quelque peu ces dix prochaines années, mais ils vont probablement rester largement supérieurs à leur moyenne de la décennie passée.

Cette flambée des prix des produits agricoles s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs, notamment les périodes de sécheresse qui ont frappé les grandes régions céréalières, la faiblesse des stocks de céréales et d'oléagineux, le développement de l'utilisation des matières premières agricoles pour la production de biocarburants et la rapide progression des prix du pétrole. La dévaluation de la monnaie des États-Unis a aussi joué un rôle, puisque le prix de ces produits est généralement libellé en dollars US. L'instabilité de l'économie mondiale semble également avoir contribué à accroître sensiblement l'intérêt des spéculateurs pour les marchés à terme de produits agricoles, favorisant ainsi la hausse des prix.

Ces prix élevés provoquent la hausse des prix alimentaires et toucheront le plus durement les pauvres et les affamés, et notamment les urbains pauvres des pays à faible revenu. Globalement, les pays en développement importateurs de denrées alimentaires devront consacrer à leur alimentation une part encore plus importante de leurs revenus restreints.

Et ce problème ne se posera pas uniquement à court terme. Selon l'OCDE, les prix devraient redescendre à terme, sans toutefois retomber à leurs niveaux antérieurs. En moyenne sur les dix prochaines années, les prix réels des céréales, du riz et des oléagineux devraient être supérieurs de 10 % à 35 % à ceux enregistrés au cours de la décennie écoulée.

L'étroitesse des marchés des produits agricoles essentiels pose un véritable défi tant aux gouvernements nationaux qu'aux organisations internationales. La présente *Synthèse* examine les raisons de l'actuelle flambée des prix, les conséquences ultérieures que celle-ci pourrait avoir pour les prix, et les mesures que les pouvoirs publics peuvent prendre pour relever ce défi. ■

## Pourquoi les prix alimentaires sont-ils aussi élevés ?

Certes, les évolutions qu'ont connues les prix de certains produits de base récemment sont inhabituelles si l'on considère la dizaine d'années écoulée, mais elles le sont moins dès lors que l'on se place dans un contexte historique de plus long terme. Les marchés agricoles sont notoirement volatils, et la flambée actuelle des prix du blé, des céréales secondaires, du riz et des oléagineux n'est ni la seule, ni la plus importante qui soit survenue au cours des 40 dernières années. Il importe par ailleurs de rappeler que les prix de la viande, de la volaille et du sucre n'ont pas augmenté récemment, ou ont connu des hausses plus faibles.

Les prix augmentent lorsque l'offre ne satisfait pas la demande. Entre 2005 et 2007, les conditions météorologiques défavorables dans les grandes régions productrices ont fait chuter les rendements des cultures au-dessous de leurs niveaux moyens de long terme. La production céréalière mondiale enregistrée en 2007 n'a été supérieure à celle de 2005 que de 3 %, alors que la production d'oléagineux a diminué ; néanmoins, la production d'huiles végétales a fait un bond de 7 % grâce à la croissance rapide de la production d'huile de palme.

Par ailleurs, la demande de blé, de céréales secondaires et d'huiles végétales a été supérieure de deux points de pourcentage à celle de la production. Plus de la moitié de la hausse de la consommation de céréales secondaires et d'huiles végétales est imputable au développement de leur utilisation par les filières des biocarburants. Le reste de la hausse s'explique par la progression de la demande de céréales et d'huiles végétales pour la consommation humaine et par la croissance de l'utilisation de céréales destinées à l'alimentation animale, qui ont été essentiellement le fait de pays n'appartenant pas à la zone de l'OCDE.

La baisse de production aurait en elle-même suffi à faire monter les prix, même si, dans des conditions « normales », les stocks auraient contribué à tempérer la hausse des prix. Toutefois, les stocks étaient déjà bas en 2005 et ont continué de s'amenuiser à cause des aléas climatiques et des faibles rendements dans les grands pays exportateurs. Baisse de l'offre, faiblesse des stocks, hausse continue des quantités utilisées pour la consommation humaine et l'alimentation animale, et forte croissance de la demande de biocarburants, tels sont les éléments qui se sont conjugués pour rendre les hausses de prix exceptionnelles. Plus récemment, on a également observé une augmentation significative des investissements sur les marchés dérivés de produits agricoles. Il est probable que ce phénomène ait contribué à la hausse des prix sur les marchés à court terme et vienne alimenter l'envolée des prix.

Certains des facteurs jouant sur la hausse des prix revêtent un caractère transitoire, tandis que d'autres risquent de s'inscrire davantage dans la durée. Il est important d'opérer une telle distinction pour prévoir les évolutions des marchés sur un horizon de 10 ans et pour élaborer des mesures d'action judicieuses permettant de faire face à n'importe quelle conséquence négative. ■

## De quels facteurs les prix des produits agricoles dépendront-ils demain ?

La baisse des rendements qui a touché les grandes régions productrices ces dernières années est probablement temporaire. Sauf contraintes sous-jacentes liées au changement climatique ou à la gestion des ressources en eau qui pourraient entraîner des réductions permanentes des rendements, on peut s'attendre à ce que la production se redresse si le temps revient à son niveau normal.

On peut s'attendre au maintien de conditions macroéconomiques favorables à la croissance économique, à la hausse du pouvoir d'achat et à la progression de la demande de produits agricoles, tout au moins dans de nombreux pays non membres de l'OCDE. Il s'agit là d'un facteur permanent jouant sur la détermination

des prix à venir, mais qui n'est pas nouveau : les marchés agricoles se caractérisent depuis de nombreuses années par une forte croissance du PIB dans les pays en développement. Aussi ce facteur devrait-il ralentir la baisse des prix réels, sans pour autant tirer les prix moyens vers des niveaux en permanence plus élevés.

Les prix du pétrole et de l'énergie constituent un facteur décisif de l'augmentation des coûts de production des produits agricoles et alimentaires et, au final, des prix de ces biens sur le marché. Si, comme on le pense souvent, la récente hausse du prix du pétrole perdure, les prix des produits agricoles seront entraînés vers des niveaux moyens toujours plus élevés.

La demande de matières premières pour la production de biocarburants devrait continuer d'augmenter, quoiqu'à un rythme plus lent que celui observé ces dernières années, et compte tenu du cadre d'action en vigueur, elle semble représenter un facteur permanent de la formation de la demande et des prix. Alors que la demande de biocarburants est inférieure à la hausse des quantités utilisées pour la consommation humaine et animale, il s'agit là d'une nouvelle source de demande, la plus importante depuis des dizaines d'années, et d'un facteur déterminant de l'augmentation des prix agricoles.

Les stocks de blé, de céréales secondaires et d'huiles végétales sont tombés à de bas niveaux, et les dix prochaines années ne devraient pas permettre de les reconstituer intégralement. En conséquence, les tensions sur les marchés pourraient constituer un facteur permanent jusqu'en 2017. Si ce phénomène ne devrait pas se traduire par une hausse persistante des prix, il risque toutefois d'être propice à la volatilité future des prix.

L'essor des investissements d'origine non traditionnelle sur les marchés à terme de produits agricoles pourrait provoquer une hausse des prix à court terme, mais celle-ci pourrait se révéler temporaire puisque les fonds spéculatifs peuvent entrer et sortir rapidement des marchés en fonction des opportunités de profit. Cependant, étant donné la taille de ces fonds, cette évolution pourrait bien à l'avenir constituer un élément nouveau et permanent de la volatilité des prix.

Une modification de la structure de la demande pourrait également accroître la variabilité future des prix mondiaux des produits agricoles. Premièrement, la demande industrielle de céréales et d'oléagineux et, en particulier, la demande de biocarburants est généralement considérée comme étant moins sensible aux prix que la demande traditionnelle d'aliments, que ce soit pour la consommation humaine ou l'alimentation du bétail. Deuxièmement, plus les revenus augmentent et plus la part des produits agricoles dans les dépenses alimentaires diminue, moins la demande alimentaire est sensible aux fluctuations des prix. Ces facteurs pourraient eux aussi ultérieurement accroître la volatilité des prix de base mondiaux. ■

### Quelles sont les tendances futures probables ?

Selon les perspectives générales établies pour les prix des produits agricoles à un horizon de dix ans, les prix moyens devraient être supérieurs à ceux des dix dernières années, mais inférieurs aux records atteints récemment.

D'ici 2017, le niveau moyen des prix du blé et des céréales secondaires devrait demeurer plus élevé qu'en 2005 tout en restant très inférieur aux niveaux de 2007-2008, tandis qu'à l'échelle mondiale, les superficies consacrées à ces cultures devraient progresser quelque peu et les rendements poursuivre leur hausse tendancielle. Les prix des oléagineux devraient rester fermes, même s'ils devraient accuser une légère baisse par rapport au niveau de 2007-2008. Leur niveau actuel, qui est élevé, devrait inciter l'offre à mobiliser plus de surfaces pour ces cultures et à augmenter sensiblement les rendements. Par ailleurs, la production d'huile

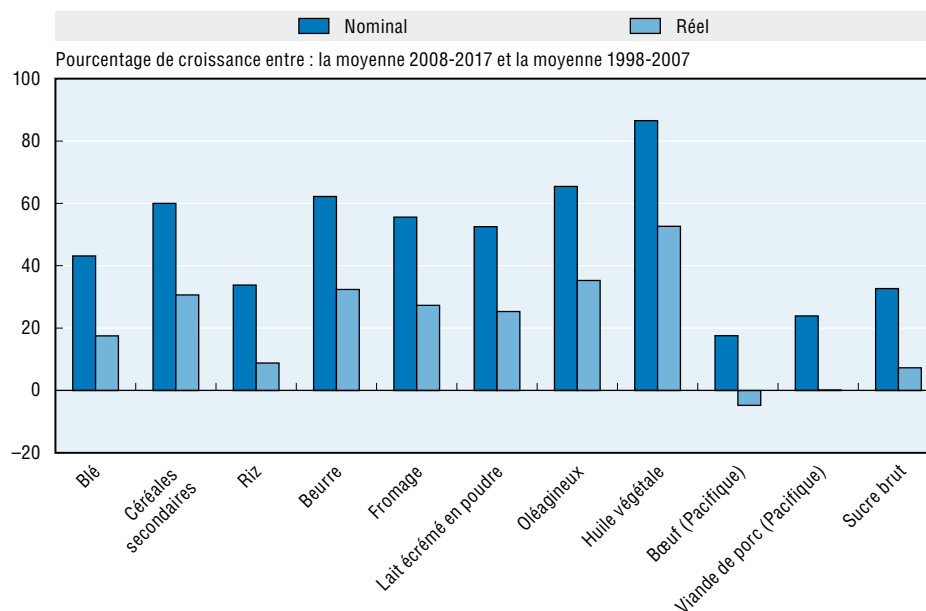
de palme devrait augmenter de 40 %. La production rizicole devrait progresser modérément, la croissance continue de la productivité du secteur venant compenser un léger recul des superficies plantées.

On prévoit qu'avec les politiques en vigueur, la demande de céréales comme matière première pour la production de biocarburants doublera presque entre 2007 et 2017, mais l'essentiel de la progression de leur consommation totale proviendra d'une augmentation de la demande alimentaire, qu'il s'agisse de consommation humaine ou d'alimentation du bétail, en particulier dans les pays hors OCDE affichant une forte croissance économique et une modification de la structure de la demande. Le riz est peu utilisé dans l'alimentation animale et pratiquement pas dans les filières biocarburants. La demande de riz, qui concerne presque exclusivement la consommation humaine, devrait augmenter de moins de 1 % par an et être entièrement le fait de la croissance des pays en développement. L'accroissement de la population mondiale devrait ralentir quelque peu au cours de la décennie à venir, passant de 1.2 % ces dix dernières années à 1.1 %, et être principalement due aux pays en développement.

La demande de biocarburants issus de matières premières agricoles devrait continuer à augmenter en raison du niveau élevé des prix du pétrole brut et du maintien du soutien public, en particulier dans les pays de l'OCDE. On prévoit que l'utilisation d'huiles végétales pour les filières biocarburants représente plus du tiers de la croissance attendue de leur consommation au cours de la période 2005-2017, d'autres usages de ces huiles devant également connaître un fort développement. Cette expansion de la demande s'explique aussi pour une grande part par la progression des revenus, les pays n'appartenant pas à la zone de l'OCDE augmentant leur consommation d'huiles végétales de 50 %. La demande de canne à sucre pour la production d'éthanol devrait également augmenter, notamment au Brésil, la proportion des récoltes de canne destinée à la fabrication de cet agrocarburant devant passer de 51 % en 2005-2007 à 66 % en 2017-2018. Cependant, l'offre de canne à sucre ne devrait pas être tendue pour autant, dans la mesure où le Brésil, principal producteur mondial, prévoit d'accroître sa production de plus de 75 % au cours de la période considérée.

Graphique 1.

**PRIX FUTURS : INFÉRIEURS À CEUX DES PICS RÉCENTS MAIS SUPÉRIEURS AUX NIVEAUX MOYENS OBSERVÉS DANS LE PASSÉ**



Compte tenu de ces évolutions, les marchés devraient rester relativement tendus jusqu'à 2017, les prix baissant par rapport à leurs records actuels tout en demeurant élevés en moyenne par rapport aux dix dernières années écoulées, comme le montre le graphique 1. Les prix nominaux des céréales, du riz et des oléagineux devraient être supérieurs de 35 à 60 % aux moyennes observées ces dix dernières années. En termes réels, les prix devraient dépasser de 10 à 35 % ceux de la décennie passée. Les gains de productivité et la concurrence de plus en plus vive des échanges réalisés par des pays hors OCDE finiront par dépasser la croissance de la demande, et les prix recommenceront à baisser en termes réels, quoique plus progressivement que par le passé.

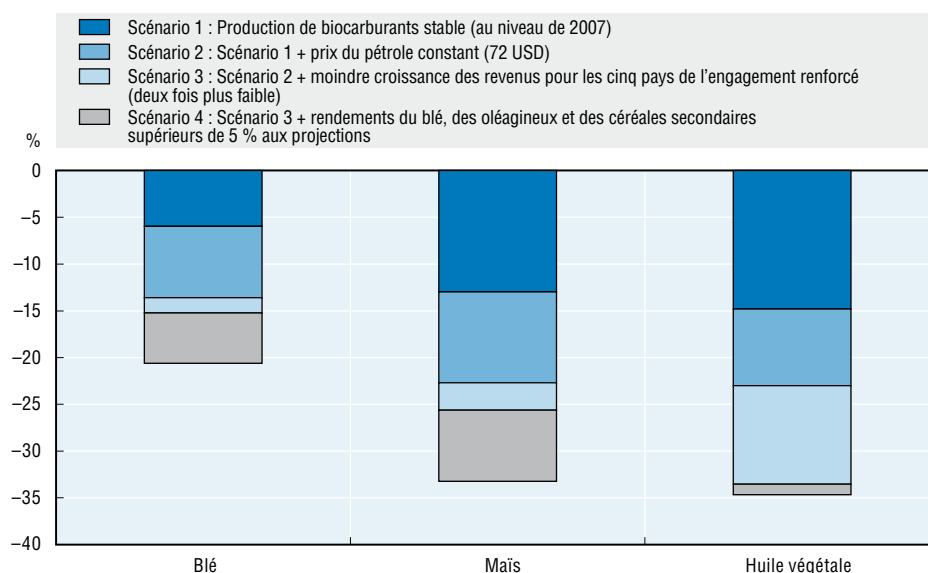
Les échanges mondiaux de l'ensemble des produits agricoles devraient également progresser au cours des dix prochaines années. Les taux de croissance les plus forts, entre 40 % et 50 %, sont attendus pour les huiles végétales et pour la viande de bœuf et de porc, tandis qu'on prévoit la croissance la plus faible pour le blé, le total des importations mondiales en 2017 devant dépasser d'environ 15 % la moyenne observée sur la période 2005-2007. ■

### Quels facteurs pourraient modifier ces prévisions ?

La récente flambée des prix des produits alimentaires a pris de court la plupart des prévisionnistes, rappelant ainsi la vulnérabilité de toutes les projections à des évolutions imprévues. Les prévisions examinées ici tablent sur des conditions météorologiques normales, des politiques inchangées et une performance économique stable. La prise en compte de variantes de ces hypothèses offre un éclairage complémentaire sur les déterminants des conditions du marché et des prix futurs.

Si, au cours de la prochaine décennie, la production de biocarburants se maintient aux niveaux de 2007 et les prix du pétrole demeurent stables, et si la croissance économique du Brésil, de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie et de l'Afrique du Sud est moins rapide que prévu et les rendements des productions végétales plus élevés, par exemple, les marchés agricoles seraient moins tendus et les prix inférieurs aux prévisions actuelles.

**Graphique 2.**  
**SENSIBILITÉ DES PRIX MONDIAUX AUX VARIATIONS DE QUATRE HYPOTHÈSES CLÉS**  
Écart en pourcentage par rapport aux valeurs de référence, 2017



Si l'on prend en compte l'ensemble de ces facteurs, les prix du blé, des céréales secondaires et des huiles végétales seraient inférieurs de 20 à 35 % en 2017 aux niveaux prévus actuellement. Une telle conjoncture est certes peu probable, mais elle illustre l'importance relative de certains facteurs qui détermineront à terme les niveaux des prix. Bien entendu, on peut aussi envisager d'autres scénarios entraînant les prix à la hausse, comme par exemple un nouveau déficit de production dans un grand pays exportateur. ■

### Quels sont les effets du niveau élevé des prix alimentaires ?

L'impact du niveau élevé des prix alimentaires sur les pays en développement dépend de l'interaction de divers facteurs. En général, les producteurs commerciaux des denrées en question bénéficieront directement de la hausse des prix, et il en sera de même, dans nombre de cas, des personnes qu'ils emploient. Les éleveurs, en revanche, sont confrontés à la fois à une hausse du coût des aliments du bétail et de l'énergie et à des prix à la production relativement stables. Pour les ménages agricoles qui produisent principalement pour leur consommation propre ou pour des marchés locaux protégés des fluctuations des prix sur les marchés nationaux et internationaux, les effets seront atténués. Mais les urbains pauvres et les principaux pays en développement importateurs de produits alimentaires subiront des impacts fortement négatifs, car ils devront consacrer à la nourriture une part encore plus élevée de leurs revenus limités. Chaque augmentation de 10 % du prix des céréales (y compris du riz) alourdit de près de 4.5 milliards de dollars la facture totale des importations céréalières des pays en développement importateurs nets.

L'impact du niveau élevé des prix des produits agricoles sur les pays développés est relativement faible dans l'ensemble. La part des produits agricoles de base dans le prix final des produits alimentaires est assez réduite (souvent 35 % ou moins), de même que la proportion du revenu disponible consacrée à l'alimentation (10-15 % pour la plupart des pays de l'OCDE). Bien entendu, ces moyennes masquent des effets beaucoup plus prononcés sur les consommateurs à faible revenu, qui consacrent une plus grande part de leurs ressources à leur alimentation. En outre, et dans la mesure où les prix restent élevés et contribuent ainsi à une hausse de l'inflation, les impacts économiques indirects pourraient aussi être importants. ■

### Que peuvent faire les gouvernements ?

À court terme, une aide humanitaire s'impose. Avant les hausses récentes des prix, des centaines de millions de personnes souffraient de faim extrême faute de pouvoir acheter assez de nourriture. Avec le renchérissement des prix, le nombre des personnes gravement sous-alimentées a encore augmenté – l'objectif du Millénaire pour le développement défini par les Nations Unies de réduire de moitié la proportion des personnes souffrant de la faim est devenu encore plus difficile à atteindre.

À moyen terme, il est indispensable d'améliorer le pouvoir d'achat des pauvres afin qu'ils puissent acquérir suffisamment de nourriture même aux prix plus élevés qui devraient prévaloir dans le futur. À cet effet, il est fondamental de promouvoir la croissance et le développement dans les pays pauvres. Dans certains des pays les plus démunis, les investissements dans l'agriculture sont sans doute le meilleur moyen de réduire la pauvreté et de stimuler l'activité économique. Dans d'autres, il peut être tout autant nécessaire de diversifier la structure de l'économie. Dans nombre de cas, les investissements les plus judicieux sont sans doute ceux qui servent à améliorer l'environnement global dans lequel évolue l'agriculture – en l'occurrence, les systèmes de gouvernance de base, la politique macroéconomique, les infrastructures, la technologie, l'éducation, la santé, etc.

Les mesures restreignant les échanges ont des incidences indésirables et souvent involontaires, surtout à moyen et à long terme. Les subventions qui faussent les échanges sont également inefficaces. À court terme, les taxes et interdictions frappant les exportations peuvent alléger quelque peu la charge pour les consommateurs nationaux, mais les restrictions à l'exportation contribuent à l'incertitude entourant les marchés agricoles mondiaux et amplifient la hausse des cours internationaux. S'agissant des importations, « protéger » les producteurs agricoles locaux en soutenant fortement les prix et en adoptant de puissantes mesures de protection à la frontière réduit les débouchés des producteurs des autres pays et pénalise les consommateurs nationaux.

Il est plus que jamais important de s'opposer aux appels croissants en faveur du protectionnisme commercial. Pour sécuriser davantage l'approvisionnement alimentaire de la planète, il n'y a qu'une solution : laisser aux producteurs compétitifs du monde entier la liberté de répondre aux opportunités actuelles du marché. Il convient d'éviter de poursuivre ou d'introduire des politiques qui créent des distorsions dans les échanges et qui empêchent le marché de réagir sainement. Une conclusion rapide et ambitieuse du cycle de négociations de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pourrait constituer un atout majeur pour exploiter la capacité des marchés à équilibrer l'offre et la demande mondiales.

Il est par ailleurs instructif d'examiner plus attentivement les causes de la récente flambée des prix. Sur le front de l'offre, il serait judicieux d'étudier de plus près le lien entre la baisse de la production et des rendements et le changement climatique. Les investissements dans la recherche-développement, le transfert de technologies et les services de vulgarisation, en particulier dans les économies moins développées, pourraient stimuler fortement la productivité et la production. Les modifications génétiques (OGM) pourraient également receler des possibilités encore inexploitées. Sur le front de la demande, les mesures qui favorisent l'augmentation de la production et de l'utilisation des biocarburants méritent une analyse plus fine. Les études laissent entendre que les objectifs en matière de sécurité alimentaire, d'environnement et les objectifs économiques des politiques de soutien aux biocarburants ne devraient vraisemblablement pas être atteints par la production basée sur les matières premières agricoles de première génération. D'autres approches axées, par exemple, sur l'amélioration de l'efficacité énergétique et sur la réduction de la demande d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre, la libéralisation des échanges de biocarburants ou la diffusion accélérée des techniques de production de « deuxième génération » ne faisant pas appel aux matières premières agricoles actuellement utilisées, devraient apporter des avantages plus tangibles sans pour autant affecter les prix alimentaires.

La hausse actuelle des prix alimentaires est une question de portée véritablement mondiale. Elle a des causes et des répercussions complexes, et exige une réaction complexe au niveau international. Il est nécessaire d'apporter une réponse globale, objective, efficace et cohérente, afin d'éviter d'aggraver une situation déjà difficile. L'OCDE continuera de suivre l'évolution des marchés des produits agricoles et les initiatives gouvernementales, et communiquera périodiquement le résultat de ses recherches. ■



## Pour plus d'informations

Pour de plus amples informations à propos des travaux de l'OCDE sur les marchés et les prix des produits agricoles, veuillez contacter :  
Pavel Vavra, tél. : +33 1 45 24 18 41, courriel : [pavel.vavra@oecd.org](mailto:pavel.vavra@oecd.org), ou  
Wayne Jones, tél. : +33 1 45 24 78 74, courriel : [wayne.jones@oecd.org](mailto:wayne.jones@oecd.org).

## Références

OCDE (2008), **Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2008-2017** (à paraître), ISBN 978-92-64-04592-7, 80 €, 240 pages.

OCDE (2008), **Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2008** (à paraître), ISBN 978-92-64-04465-4, 24 €, 130 pages.

OCDE (2008), **Politiques de soutien des biocarburants : une évaluation économique**, ISBN 978-92-64-05012-9, 30 €, 130 pages.

OCDE (2007), **Politiques agricoles des pays non membres de l'OCDE : Suivi et évaluation**, ISBN 978-92-64-03123-4, 40 €, 218 pages.

---

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :  
[www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : [www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org)

---

## Où nous contacter ?

### SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal  
75775 PARIS Cedex 16  
Tél. : (33) 01 45 24 81 67  
Fax : (33) 01 45 24 19 50  
E-mail : [sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

### ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin  
Schumannstrasse 10  
D-10117 BERLIN  
Tél. : (49-30) 288 8353  
Fax : (49-30) 288 83545  
E-mail : [berlin.centre@oecd.org](mailto:berlin.centre@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org/berlin](http://www.oecd.org/berlin)

### ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE  
de Washington  
2001 L Street N.W., Suite 650  
WASHINGTON DC 20036-4922  
Tél. : (1-202) 785 6323  
Fax : (1-202) 785 0350  
E-mail : [washington.contact@oecd.org](mailto:washington.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecdwash.org](http://www.oecdwash.org)  
Toll free : (1-800) 456 6323

### JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo  
Nippon Press Center Bldg  
2-2-1 Uchisaiwaicho,  
Chiyoda-ku  
TOKYO 100-0011  
Tél. : (81-3) 5532 0021  
Fax : (81-3) 5532 0035  
E-mail : [center@oecdtokyo.org](mailto:center@oecdtokyo.org)  
Internet : [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

### MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique  
Av. Presidente Mazaryk 526  
Colonia: Polanco  
C.P. 11560 MEXICO, D.F.  
Tél. : (00 52 55) 9138 6233  
Fax : (00 52 55) 5280 0480  
E-mail : [mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org/centrodemexico](http://www.oecd.org/centrodemexico)

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.